

Trop d'occasions ratées pour améliorer la réussite des étudiants

→ par Azwaw Djebara, élue UNEF au CNESER depuis 2008

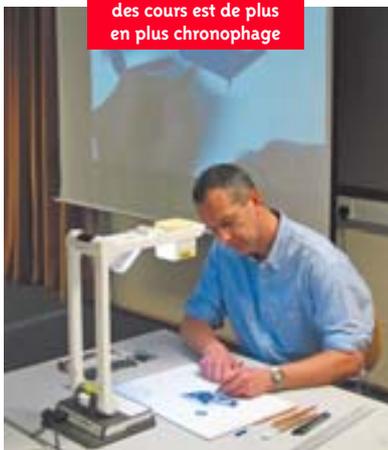
Faute de volonté politique et de moyens humains, les mesures annoncées en 2007 ont produit fort peu d'effets positifs.

Depuis l'arrivée de Valérie Pécresse à la tête du ministère de l'enseignement supérieur en 2007, un volontarisme politique a été affiché concernant la réussite des étudiants dans les premiers cycles. Cela s'est matérialisé à la fin de l'année par l'annonce de la mise en place du plan « réussir en licence ». Plan dont l'objectif était de faire évoluer la pédagogie dans les premiers cycles universitaires pour permettre la réussite de tous et atteindre l'objectif de 50% d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur. Des mesures phares avaient été annoncées par la ministre elle-même avec pour objectifs :

- d'augmenter de 5 heures le volume horaire des filières de lettres et sciences humaines ;
- d'augmenter la part des cours en petits groupes ;
- de mettre en place un suivi individualisé des étudiants ;
- de mettre en place des licences pluridisciplinaires ;
- de permettre de meilleures réorientations pour les étudiants en échec.

Trois ans plus tard, la réalité n'a que très peu changé dans les universités. L'absence de recrutement d'enseignants-chercheurs et de personnels administratifs à hauteur des besoins a rendu inopérant le plan « réussir en licence ». Comment augmenter le nombre d'heures de cours, celui de cours en petits groupes à taux d'encadrement constant ? Comment mettre en place un véritable suivi individualisé des étudiants à taux d'encadrement constant ?

La conception des cours est de plus en plus chronophage



© DR



© Françoise Class-Paris 12

Des besoins documentaires encore inégalement satisfaits

La mise en place de mesures pédagogiques s'est heurtée à un deuxième obstacle : l'absence de pilotage national par le ministère. Le dogme du « laisser-faire » délivré aux universités a conduit à une application hétérogène selon les universités des mesures phares.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- seules 32 % des universités ont augmenté leur volume horaire ;
- moins de 28 % ont augmenté la part de leurs cours en petits groupes ;
- seules 40 % ont prévu de développer les parcours pluridisciplinaires.

L'absence d'évolution notable des pratiques

pédagogiques des universités se ressent quotidiennement pour les étudiants. L'échec massif reste notre quotidien ! Face à cette situation intolérable, il est urgent que l'ensemble des acteurs concernés (étudiants, enseignants, responsables politiques) fassent à nouveau de la réussite de tous à l'université, une priorité. Une révolution pédagogique est nécessaire ! La pluridisci-

plinarité doit être développée en première année pour permettre une spécialisation progressive des étudiants et éviter le fossé entre le secondaire et le supérieur. Les contenus de formations doivent évoluer pour qu'un équilibre soit trouvé entre la formation

théorique et la formation pratique. Les cours en petits groupes doivent être le mode principal de transmission du savoir en première année. Le mode d'évaluation des étudiants doit changer. Les modalités de contrôle des connaissances doivent favoriser la progression des étudiants

et, pour cela, il faut mettre fin à l'examen sanction en développant le contrôle continu. Toutes ces évolutions ne pourront être possibles que par un engagement politique et financier important. Il faudra rompre avec la politique de Valérie Pécresse marquée par l'absence de recrutement et le désengagement politique vis-à-vis des premiers cycles universitaires. ●

Les modalités de contrôle des connaissances doivent favoriser la progression des étudiants et, pour cela, il faut mettre fin à l'examen sanction en développant le contrôle continu